

M. Douglas: Le premier ministre ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures me diraient-ils si l'on a pris une décision quant à l'indemnisation des habitants des maisons voisines qui ont subi des dommages par suite de ces actes de violence? Je pose la question parce que certains particuliers voudraient que ces consulats déménagent, car ils constitueraient un danger pour les propriétés avoisinantes.

Le très hon. M. Pearson: Je le répète, le gouvernement accepte naturellement ses obligations internationales dans des affaires de ce genre. Quant à la responsabilité à l'égard de la propriété de citoyens canadiens, la question est à l'étude. Comme je l'ai dit hier, certaines considérations d'ordre juridique entrent en jeu; elles seront examinées minutieusement.

[Français]

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LA PRÉSENCE AU CANADA D'UNE PERSONNE
EXPULSÉE POUR DES MOTIFS DE SÉCURITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Raymond Langlois (Mégantic): Monsieur l'Orateur, je profite de cette circonstance pour souhaiter la bienvenue au Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et Registraire général du Canada à l'occasion de son retour à la Chambre et pour lui souhaiter en même temps bonne santé pour les années à venir.

J'en viens maintenant à la question que j'ai posée hier au secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet d'un M. Ritzig. Je voudrais savoir si le ministre a, aujourd'hui, quelque chose de nouveau à communiquer à la Chambre à ce sujet ou s'il désire avoir encore plus de temps pour examiner ce problème?

J'ai posé ma question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais je ne sais pas s'il l'a comprise.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, puis-je demander à l'honorable député s'il fait allusion à la question qu'il m'a posée hier?

M. Langlois (Mégantic): Oui, monsieur l'Orateur.

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, j'ai examiné les dossiers ce matin; j'ai discuté le sujet avec mes fonctionnaires, et nous n'avons trouvé aucune justification pour la question posée hier.

L'honorable député a probablement reçu plus de renseignements, mais je puis l'assurer que nous avons examiné le nom mentionné et que nous n'avons pas réussi à obtenir les ren-

seignements désirés. Je serais très heureux de discuter cette question avec l'honorable député, et je crois que mes fonctionnaires ont communiqué avec lui ce matin.

M. Langlois (Mégantic): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je serais très heureux d'en discuter avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et, d'ici ce temps-là, ses fonctionnaires auraient peut-être l'obligeance d'en parler au ministre de la Justice et Procureur général, afin de considérer ce côté-là du médaillon.

[Traduction]

LES FINANCES

LA RÉACTION CANADIENNE AUX IMMOBILISATIONS ÉVENTUELLES DE LA FRANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Tout d'abord, monsieur l'Orateur, permettez-moi d'exprimer la joie de notre groupe de voir de retour le président du Conseil privé et de lui souhaiter une bonne santé pour l'avenir.

Ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné l'annonce selon laquelle le gouvernement français a décidé d'accroître l'importance de Paris comme marché monétaire international, quelle sera la réaction officielle du Canada vis-à-vis des investissements étrangers que cette nouvelle source signifiera peut-être pour le Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Le gouvernement canadien ferait bon accueil aux investissements français. Je souhaite un accroissement des échanges, tant sur le plan commercial que sur le plan des investissements, entre nos deux pays.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Puis-je poser une question supplémentaire? En disant qu'il accueillerait bien les investissements de la France, le ministre des Finances veut-il parler d'investissements sous forme, monsieur l'Orateur.

L'hon. M. Sharp: Sous l'une ou l'autre forme, monsieur l'Orateur.

LE PÉTROLE

LES STIMULANTS AUX EXPORTATIONS
VERS LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord): Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources est-il en mesure de répondre à ma question d'hier au sujet de l'amélioration des marchés pour le pétrole brut canadien?